

Une rédaction d'Alterpresse ... Une publication du Collectif Haïti de France

avec le soutien de la Fokal

N°988

1 décembre 2010

- **Une normalisation post-électorale de tous les dangers en Haïti**
- **2 candidats à la présidence se désolidarisent de leurs compétiteurs dans la demande d'annulation du scrutin du 28 novembre**
- **Appel au dialogue pour préserver le cadre institutionnel et la stabilité politique en Haïti**
- **La France pour toute forme de consensus... une mission d'observation américaine préconise le rejet de "cette farce"**

>> Une normalisation post-électorale de tous les dangers en Haïti

Y a-t-il possibilité de trouver une voie de sortie, sans casse, après le scrutin du dimanche 28 novembre 2010 entaché de fraudes, d'irrégularités et émaillé de violence en Haïti (au moins 2 morts ont été enregistrés) ?

Plusieurs courants, qui s'opposent aujourd'hui sur l'échiquier politique, sont en train d'abattre des cartes afin de tirer leur épingle du jeu.

Le Conseil électoral provisoire (Cep) se lave les mains par rapport aux accusations, constats et demandes d'annulation du vote. Après avoir validé le scrutin, sans considération des irrégularités, il s'apprête à publier des résultats préliminaires le 7 décembre prochain et peut-être entamer un second tour après les contestations.

Tout le matériel de vote (incluant les procès-verbaux des bureaux sur l'ensemble du territoire) devrait arriver ce mercredi 1er décembre au centre de tabulation des résultats, dans la capitale Port-au-Prince, suivant le plan défini par la Mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (Minustah). Les opérations de décompte des voix ont déjà été entamées.

La plateforme présidentielle "Inite" (Unité), qui semble ne pas écarter la possibilité d'une défaite dans la course présidentielle, évoque les options de "cohabitation" ou d'actions "dans l'opposition", en fonction des résultats qui seront annoncés par l'organisme électoral.

Une dizaine de candidats à la présidence, dont certains affirment avoir rassemblé un ensemble de preuves "irréfutables" des irrégularités du 28 novembre, réclament purement et simplement l'annulation du vote.

Même position chez les regroupements et partis politiques membres des plateformes « Alternative, Libération, Rasanble et Union des citoyens haïtiens pour la démocratie, le développement et l'éducation (Ucadde) » qui avaient appelé au boycott des compétitions du 28 novembre, soupçonnant une planification de fraudes en faveur de la plateforme présidentielle.

Deux autres prétendants, Joseph Michel Martelly de "Repons peyizan" et Myrlande Hyppolite Manigat du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (Rdnp), initialement parmi les favoris de la présidentielle, se désolidarisent du groupe des 10 qu'ils avaient rallié, le 28 novembre, dans la demande d'annulation du vote.

De nouvelles données, non rendues publiques, les mettraient en bonne position dans le suffrage exprimé, malgré la démobilisation, en milieu de journée du vote, d'une bonne partie d'électrices et d'électeurs méfiants, non seulement

frustrés de n'avoir pas retrouvé leurs noms sur les listes électorales, mais aussi révoltés de la tournure du processus de vote en différents centres.

72 heures après le vote controversé de dimanche, le Cep n'a communiqué aucun chiffre sur le taux de participation.

Diverses couches de la population, qui s'élèvent contre le désordre enregistré le 28 novembre, s'interrogent sur les décisions à venir quant à la validation d'un scrutin controversé, laquelle risque à nouveau de violer l'expression et la souveraineté de la population quant à l'avenir du pays.

Depuis dimanche, a commencé une série de manifestations-protestations dans les rues contre le mode d'organisation du scrutin, contre l'équipe au pouvoir et sa plateforme, mais également contre la Minustah qui a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser des milliers de personnes en démonstration, pour la troisième journée consécutive (du lundi 28 au mardi 30 novembre 2010) à Saint-Marc (Artibonite / Nord).

Un enfant de douze ans, qui avait reçu une balle à la tête lundi 29 novembre, a succombé à ses blessures à l'hôpital St-Nicolas de Saint-Marc.

En plusieurs points du territoire national, couvent une mobilisation et une grogne populaires, déjà assorties, ces 3 derniers jours, d'échauffourées avec des jets de pierres et des barricades de pneus usagés enflammés.

Les pays et organisations internationales partenaires d'Haïti, qui ont soutenu le processus ayant abouti au vote controversé du 28 novembre, paraissent afficher une attitude prudente. Tout en préconisant le dialogue entre les différents acteurs, ils ne semblent pas avoir harmonisé une position commune sur ce qui s'est passé le 28 novembre.

Les mouvements alternatifs et organisations d'accompagnement de la population gardent un profil bas sur la dérive et les manipulations électorales observées le 28 novembre.

Un calme apparent commence à régner depuis le mardi 30 novembre. Ecolières et écoliers tendent à reprendre le chemin de leurs établissements scolaires. Le transport en commun fonctionne plus ou moins normalement, ainsi que les marchés publics et le commerce informel. Les banques, les supermarchés et divers magasins ont ouvert leurs portes, de même que les bureaux publics et privés.

Cependant, rien n'est encore clair sur les conditions objectives d'un retour à une normalisation de la vie politique en Haïti, dans un contexte encore marqué par des réalités sociales dramatiques, notamment pour les personnes

sinistrées et déplacées du tremblement de terre du 12 janvier, ainsi que par les conséquences de l'épidémie de

choléra déclarée le 19 octobre 2010.

>> 2 candidats à la présidence se désolidarisent de leurs compétiteurs dans la demande d'annulation du scrutin du 28 novembre

Les candidats Joseph Michel Martelly et Myrlande Hyppolite Manigat, qui avaient opté pour une annulation des élections, conjointement avec une dizaine d'autres compétiteurs à la présidentielle du 28 novembre, sont revenus sur leur position le 29 novembre.

Tout en admettant s'être mis d'accord avec les autres candidats « sur un point : les magouilles » qui ont eu lieu, Martelly déclare « n'avoir signé aucun document », être prêt à recevoir tout résultat qui ne donnerait pas vainqueur des joutes le candidat du pouvoir (Jude Célestin) et impute au Cep la décision finale sur le scrutin.

Pour sa part, Myrlande Manigat estime disposer de "bonnes chances de gagner" et se dit prête à participer à un éventuel second tour.

"Compte tenu des circonstances dans lesquelles je me trouvais, j'avais demandé l'annulation, mais il y a de nouvelles données, alors je peux revenir sur ma décision", déclare-t-elle à l'Agence France Presse.

Les candidates et candidats, qui ont avalisé une demande d'annulation du scrutin du 28 novembre 2010, étaient les suivants : Charles Henry Baker, Jean Henry Céant, Joseph Michel Martelly, Lesly Voltaire, Jacques Edouard Alexis, Wilson Jeudy, Josette Bijou, Erick Charles, Jean Chavannes Jeune, Garaudy Laguerre, Léon Jeune, Myrlande Hyppolite Manigat.

Dès le début de la matinée du 28 novembre, la presse nationale et internationale a relevé différents problèmes techniques et irrégularités flagrantes dans le déroulement du vote, entre autres : de nombreuses électrices et électeurs n'ont pas pu retrouver leurs noms sur les listes électorales ; des actes de violence (y compris la mort d'électeurs) ont émaillé les opérations enclenchées vers 6:00 am (6 h) en certains endroits, mais très en retard dans d'autres endroits, plusieurs mandataires de partis politiques ont été interdits d'accès à des bureaux de vote où ils étaient affectés.

>> Appel au dialogue pour préserver le cadre institutionnel et la stabilité politique en Haïti

En plus d'organisations sociales et de droits humains du pays, des instances de la communauté internationale encouragent un climat de dialogue chez les acteurs politiques haïtiens, dans le but de résoudre les problèmes qui surviennent à l'occasion des élections législatives et présidentielles du 28 novembre dernier, entachées d'irrégularités et de fraudes.

Le secrétaire général de l'Organisation des États Américains (Oea), José Miguel Insulza, lance un appel à la paix et au calme pour les prochains jours et affirme, prendre « bonne note » du rapport initial qui a présenté les difficultés et les défis du jour des élections.

De leur côté, les chefs de mission de l'Union européenne (Ue) en Haïti « appellent toutes les parties prenantes au processus électoral à s'atteler à la recherche de solutions avec responsabilité et dans la transparence ».

Tous les efforts doivent être entrepris pour préserver les institutions démocratiques et assurer la stabilité politique du

pays, condition essentielle pour le relèvement et la reconstruction d'Haïti, ajoutent les chefs de mission de l'Ue. Le secrétaire général de la Francophonie Abdou Diouf, qui partage cette position, prône également « la concertation » entre les responsables politiques impliqués dans l'actuelle crise.

Les membres du club de Madrid demandent aux candidats présidentiels d'agir selon les prescrits constitutionnels, pour favoriser la récupération du développement socio-économique et démocratique du pays. A leurs yeux, un dialogue est fondamental afin « de récupérer et maintenir le cadre institutionnel dont le pays a désespérément besoin, dans le but d'avancer dans le processus de reconstruction ».

« Nous sommes convaincus que seul un gouvernement, « résistant » et formé suite à un processus légitime, peut mener à bien la reconstruction d'Haïti et gagner le soutien de la communauté internationale en faveur de la vision proprement haïtienne du pays », disent les membres du club de Madrid.

>> La France pour toute forme de consensus... une mission d'observation américaine préconise le rejet de "cette farce"

Dans un entretien accordé à Radio France Internationale, l'ambassadeur de France en Haïti, Didier Le Bret, souligne la nécessité de « se mettre autour d'une table, pour essayer de retrouver le chemin du dialogue pour organiser sans doute à une date ultérieure, les élections, ou toute forme... de consensus qui pourrait émerger de cette table ronde dans le contexte actuel, serait bonne à prendre. »

« Mais, il ne me semble pas que la demande d'un départ du président puisse être considérée comme un préalable à la négociation », précise-t-il.

Parlant des élections, une mission d'observation américaine a demandé à la communauté internationale de rejeter « cette farce ».

Entre-temps, des manifestations continuent d'avoir cours encore dans divers départements géographiques du pays, soit pour demander l'annulation des élections, soit pour proclamer la victoire de tel candidat.